

Des taux hors normes de glyphosate dans les urines de personnalités

L'association *Génération futures* a analysé les taux de glyphosate décelables dans les urines de trente personnes. Le niveau excède les seuils autorisés dans l'eau potable.



Après avoir montré la présence de perturbateurs endocriniens dans les cheveux de députés écologistes, l'association *Génération futures* s'est intéressée aux taux de glyphosate décelables dans l'urine de diverses personnalités. Rendues publiques jeudi 6 avril, les analyses de l'association concernent des individus d'âges différents, végétariens ou non, vivant en ville ou à la campagne.

Le test est sans appel : 100 % des échantillons contiennent du glyphosate, la molécule active de l'herbicide Roundup produit par Monsanto. Cette molécule est le pesticide le plus utilisé au monde, surtout en agriculture. On en trouve des traces dans l'eau et dans l'air ou dans l'alimentation.

Petit échantillon

Les volontaires présentent une contamination par le glyphosate de 1,25 microgramme par litre ($\mu\text{g/l}$) en moyenne, soit "12,5 fois la concentration maximale admissible pour un pesticide dans l'eau", selon le rapport de *Génération futures*. Sa coordinatrice, Nadine Lauverjat, réclame l'application du "principe de précaution" et l'arrêt de la vente de ce pesticide, classé "cancérogène probable" depuis mars 2015 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Une dizaine de personnalités, comme la chanteuse Emily Loizeau ou la chroniqueuse Charline Vanhoenacker, ont joué les cobayes aux côtés de citoyens lambda. Dans tous les échantillons d'urine, les concentrations de glyphosate sont bien au-dessus des normes autorisées dans l'eau potable.

La valeur la plus importante est 32 fois plus élevée que la valeur la plus petite

Le comédien et animateur Alex Vizorek s'en sort le mieux (0,11 $\mu\text{g/l}$), et c'est l'ancienne ministre socialiste de l'écologie, Delphine Batho, qui présente le plus fort taux avec 2,4 $\mu\text{g/l}$. La valeur la plus importante est 32 fois plus élevée que la valeur la plus basse.

Génération futures est adepte des opérations de communication de ce type. Mais pour rendre son étude crédible, l'association a comparé ses résultats avec ceux d'autres rapports. L'étude Urinale, réalisée en Allemagne sur 2 000 volontaires, ou encore celle effectuée sur 48 eurodéputés en

mai 2016, indiquent des concentrations en glyphosate très proches de celles présentées par *Génération futures*, avec respectivement des taux moyens de 1,08 µg/l et 1,73 µg/l.

"Malgré notre petit échantillon de trente personnes, le résultat est concordant avec d'autres études, insiste M^{me} Lauverjat. On est dans une période charnière pour le futur du glyphosate avec la future position de l'Europe."

Impasse politique depuis deux ans

Depuis plus de deux ans, la polémique grandit quant à ce pesticide – il s'en épanche environ 800 000 tonnes par an dans le monde. Les réglementations de l'Union européenne interdisent l'utilisation de pesticides dès lors qu'ils sont considérés comme cancérogènes "certains" ou "probables". En mars 2015, le glyphosate a été classé cancérogène probable pour l'homme par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), une agence de l'OMS. Mais quelques mois plus tard, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) concluait l'inverse.

En mars, c'est l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) qui, à son tour, a jugé que les preuves n'étaient pas assez fortes pour incriminer le glyphosate. Au même moment, la justice américaine mettait en cause l'indépendance des travaux conduits par l'Agence américaine de protection de l'environnement. Le président de *Génération futures*, François Veillerette, dénonce "l'attitude criminelle" des institutions européennes :

"Doit-on attendre de connaître les effets néfastes sur l'organisme pour agir ? Le doute doit bénéficier à la santé publique."

► Lire aussi : **"Monsanto Papers" : des eurodéputés veulent la révision de l'expertise du glyphosate**

En contre-attaque, soixante ONG européennes ont lancé une **initiative citoyenne pour récolter un million de signatures**. Elles souhaitent obliger la Commission européenne à réviser la mise sur le marché des pesticides.

Faute d'accord entre les Etats membres, la Commission avait décidé de prolonger de dix-huit mois l'autorisation de vente du glyphosate, en juin 2016, en attendant les conclusions de l'ECHA. Bruxelles peut donc choisir de réautoriser le pesticide lors de la présentation d'une nouvelle proposition, fin 2017.